

Centraal bestuur - Bureau 3

(Borgtochten en gerechtelijke consignaties in effecten)

Kunstlaan 30, 1040 Brussel - T: +32(0)22337863 - F: +32(0)22337961 - E: iris.bogaert@minfin.fed.be

Laatste bewerking	Rekening nummer	Effecten en/of Bedrag	Rechthebbenden volgens de verklaring van neerlegging	Adres ten tijde van de bewaargeving
21/10/1976	641.163	Geünificeerde schuld 4% 2de reeks Eur 49,18	Verhalle Victor	8800 Beveren (Roeselare)
21/02/1977	641.167	Aandelen N.M.B.S. reeks D Bef 5.000	Steyaert en Manesse	Waasstraat 31, 9000 Gent

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2007/09513]

29 MAI 2007. — Circulaire modifiant la circulaire du 23 septembre 2004 relative aux aspects de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé concernant le statut personnel

A Mesdames et Messieurs les procureurs généraux près les cours d'appel,

A Mesdames et Messieurs les officiers de l'état civil du Royaume,

La circulaire du 23 septembre 2004 relative aux aspects de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé concernant le statut personnel a été publiée au *Moniteur belge* du 28 septembre 2004.

Le dernier alinéa du point M.1. relatif à la relation de vie commune annonce l'élaboration d'une circulaire complémentaire relative à des formes de partenariat enregistré pouvant être considérées comme créant entre les cohabitants un lien équivalent au mariage.

En complément au point M.5., une liste de pays dont la législation constitue un obstacle au mariage tant que le partenariat n'a pas été dissous a déjà été communiquée au point 3 de ma circulaire du 16 janvier 2006 relative à la loi du 3 décembre 2005 modifiant les articles 64 et 1476 du Code civil et l'article 59/1 du Code des droits de timbre en vue de simplifier les formalités du mariage et de la cohabitation légale (*Moniteur belge* du 23 janvier 2006).

La présente circulaire tend à préciser la notion de « relation de vie commune équivalente au mariage » à l'intention des officiers de l'état civil chargés de l'application des dispositions du Code de droit international privé.

Il faut signaler que la loi du 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (publiée au *Moniteur belge* du 6 octobre 2006 mais non encore entrée en vigueur) assimile, pour l'application de certaines dispositions, l'étranger qui a conclu un partenariat enregistré considéré comme équivalent à un mariage en Belgique, à un conjoint étranger (voir l'article 6 de la loi du 15 septembre 2006 qui modifie l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980). Compte tenu de ce parallélisme, j'estime opportun de faire publier cette circulaire en même temps que l'arrêté royal du 17 mai 2007 qui fera entrer en vigueur les dispositions concernées de la loi précitée.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2007/09513]

29 MEI 2007. — Circulaire tot wijziging van de circulaire van 23 september 2004 betreffende de aspecten van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht die betrekking hebben op het personeelstatuut

Aan de dames en heren procureurs-generaal bij de hoven van beroep,

Aan de dames en heren ambtenaren van de burgerlijke stand van het Rijk,

In het *Belgisch Staatsblad* van 28 september 2004 verscheen de circulaire van 23 september 2004 betreffende de aspecten van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht die betrekking hebben op het personeelstatuut.

De laatste alinea van punt M.1. betreffende de relatie van samenleven kondigt een aanvullende circulaire aan betreffende vormen van geregistreerd partnerschap waarvan mag worden aangenomen dat zij tussen de samenwonende personen een band scheppen die evenwaardig is aan het huwelijk.

In aanvulling op punt M.5. werd in punt 3 van mijn circulaire van 16 januari 2006 betreffende de wet van 3 december 2005 tot wijziging van de artikelen 64 en 1476 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 59/1 van het Wetboek van Zegelrechten met het oog op de vereenvoudiging van de formaliteiten voor het huwelijk en de wettelijke samenwoning (*Belgisch Staatsblad* 23 januari 2006), alvast een lijst meegedeeld van landen waarvan de wetgeving een onmogelijkheid inhoudt om te huwen zolang het partnerschap niet is ontbonden.

Deze circulaire strekt ertoe, ten behoeve van de ambtenaren van de burgerlijke stand, die belast zijn met de toepassing van de bepalingen van het Wetboek van internationaal privaatrecht, de notie « relatie van samenleven gelijkwaardig aan het huwelijk » verder in te vullen.

Er dient te worden opgemerkt dat de wet van 15 september 2006 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* 6 oktober 2006 maar nog niet in werking getreden), voor de toepassing van sommige bepalingen de vreemdeling die een geregistreerd partnerschap heeft gesloten dat beschouwd wordt als gelijkwaardig met het huwelijk in België, gelijkstelt met een buitenlandse echtgenoot (zie artikel 6 van de wet van 15 september 2006 dat artikel 10 van de wet van 15 december 1980 wijzigt). Gelet op dit parallelisme, achtte ik het opportuun deze circulaire gelijktijdig bekend te maken met het koninklijk besluit van 17 mei 2007 dat de betreffende bepalingen van voormelde wet in werking stelt.

Dans l'avant-dernier alinéa du point M.1. de la circulaire du 23 septembre 2004, il est déjà indiqué que l'assimilation d'une relation de vie commune au mariage, pour l'application des diverses dispositions du Code de droit international privé, a des conséquences importantes en ce qui concerne la reconnaissance de cette relation et le droit qui lui est applicable, notamment sur la naissance de cette relation, les effets sur la personne et le patrimoine ainsi que sur les conditions et les moyens de cessation de la relation.

Pour l'instant, il me semble dès lors approprié, sous réserve d'une interprétation contraire des cours et tribunaux en la matière, d'assimiler une relation de vie commune étrangère à un mariage si le droit étranger qui a instauré l'institution juridique concernée contient pour ce qui regarde les trois domaines précités une réglementation identique ou quasi identique à celle prévue en matière de mariage, à l'exception des effets relatifs à la filiation et à l'adoption.

En effet, pareille assimilation – et par conséquent l'application des dispositions du Code relatives au mariage – ne semble indiquée que si la naissance, les effets et la cessation de la relation sont réglés de manière identique. Cela permet d'éviter qu'une assimilation ait des conséquences inattendues et indésirables en raison de l'application d'une autre loi que la loi initiale, et ce quant à l'appréciation, aux effets et/ou à la dissolution de la relation.

Toutefois, cela n'empêche pas que des relations de vie commune qui ne seraient dès lors pas assimilées à un mariage pour l'application des dispositions pertinentes du Code de droit international privé, le soient dans d'autres domaines juridiques, comme le droit social ou le droit fiscal. Chaque branche du droit connaît en effet sa propre spécificité et ses propres règles. Ainsi, le fait qu'une relation déterminée de vie commune contienne une obligation mutuelle d'aide et d'assistance pourrait déjà constituer, pour un domaine juridique donné, un facteur d'appréciation suffisant pour assimiler les partenaires à un couple marié. En outre, il convient de garder à l'esprit qu'une institution juridique étrangère qui, au regard des critères précités, ne contient pas de réglementation identique à celle du mariage, peut néanmoins prévoir une même réglementation dans d'autres domaines juridiques, notamment le droit social ou fiscal, ou le droit au séjour.

Par conséquent, le dernier alinéa du point M.1. de la circulaire du 23 septembre 2004 doit être remplacé par les alinéas suivants :

« Compte tenu de ce qui précède, il me semble que pour l'instant, sous réserve d'une interprétation contraire des cours et tribunaux en la matière, peut être considérée comme équivalente au mariage pour l'application du présent Code toute institution de droit étranger ayant des effets analogues à ceux du mariage qui donne lieu à un enregistrement par une autorité publique et qui, en ce qui concerne les conditions d'établissement de la relation, les causes, conditions et modalités de dissolution de cette relation, ainsi que les effets de celle-ci en ce qui concerne la personne et les biens, renvoie aux règles relatives au mariage ou règle cette relation de manière identique ou quasi identique, à l'exception des dispositions relatives à la filiation et à l'adoption. Toutefois, il n'y a pas lieu de considérer l'institution comme équivalente au mariage si l'ordre juridique sur lequel se fonde l'institution permet également aux partenaires concernés de contracter mariage (c'est le cas par exemple du droit néerlandais qui connaît, pour les personnes de sexe différent ou de même sexe, tant le mariage que le partenariat enregistré). Cette dernière réserve vise à éviter une assimilation si les personnes concernées ont, par leur choix de relation, implicitement fait part de leur souhait d'éviter une assimilation.

Cette interprétation ne concerne que l'application des dispositions de ce Code et n'empêche pas une assimilation plus large dans d'autres domaines juridiques qui aurait pour conséquence de soumettre aussi d'autres catégories de partenaires à la même réglementation que les couples mariés.

In de voorlaatste alinea van punt M.1. van de circulaire van 23 september 2004 wordt reeds aangegeven dat het gelijkstellen van een relatie van samenleven met het huwelijk, voor de toepassing van de onderscheiden bepalingen van het Wetboek van internationaal privaatrecht, belangrijke gevolgen heeft wat betreft de erkenning ervan en het recht dat erop toepasselijk is, inzonderheid op het ontstaan ervan, de gevolgen voor de persoon en het vermogen en de voorwaarden voor en de wijze van beëindiging.

Vooralsnog lijkt het me dan ook gepast, onder voorbehoud van een andersluidende interpretatie van de hoven en de rechtbanken, een buitenlandse relatie van samenleven gelijk te stellen met een huwelijk indien het buitenlands recht dat het betrokken rechtsinstituut heeft ingevoerd wat betreft de drie voornoemde domeinen een identieke of nagenoeg identieke regeling bevat als bij huwelijk, met uitzondering van de regels inzake afstamming en adoptie.

Zulke gelijkstelling – en derhalve de toepassing van de bepalingen van het Wetboek inzake het huwelijk – lijkt inderdaad slechts aangewezen indien zowel de ontstaanswijze, de gevolgen en de ontbinding van de relatie op identieke wijze worden geregeld. Aldus wordt vermeden dat uit een gelijkstelling onverwachte en ongewenste gevolgen zouden voortvloeien ingevolge het feit dat een andere dan de initiële wet wordt toegepast op de beoordeling, gevolgen en/of ontbinding van de relatie.

Dit belet evenwel niet dat relaties van samenleven die aldus voor de toepassing van de relevante bepalingen van het Wetboek van internationaal privaatrecht niet zouden worden gelijkgesteld met een huwelijk, in andere rechtsdomeinen, zoals bijvoorbeeld het sociaal of fiscaal recht, wel met een huwelijk worden gelijkgesteld. Iedere rechtstak kent immers zijn eigen specificiteit en wetmatigheden. Zo zou bijvoorbeeld voor een welbepaald rechtsdomein het feit dat een bepaalde relatie van samenleven een wederzijdse plicht tot hulp en bijstand inhoudt, reeds een voldoende beoordelingsfactor kunnen vormen om de partners gelijk te stellen met gehuwden. Bovendien mag niet uit het oog worden verloren dat een buitenlands rechtsinstituut, dat wat betreft de bovengenoemde criteria geen identieke regeling bevat als bij huwelijk, wel in een gelijke regeling kan voorzien voor wat betreft bijvoorbeeld het sociaal of fiscaal recht, het verblijfsrecht enz...

De laatste alinea van punt M.1. van de circulaire van 23 september 2004 dient dan ook te worden vervangen door de volgende alinea's :

« Gelet op wat voorafgaat komt het mij voor dat vooralsnog, onder voorbehoud van een andersluidende interpretatie van de hoven en de rechtbanken, voor de toepassing van dit wetboek, als gelijkwaardig aan het huwelijk kan worden beschouwd, ieder instituut van buitenlands recht met analoge gevolgen als het huwelijk dat een registratie vraagt bij een openbare overheid en dat met betrekking tot de voorwaarden van vaststelling van de relatie, de oorzaken, voorwaarden en wijze van beëindiging ervan, alsmede de gevolgen ervan voor de persoon en de goederen verwijst naar de regels inzake huwelijk of deze op identieke of nagenoeg identieke wijze regelt, met uitzondering van de regels inzake afstamming en adoptie. Niettemin zal een instituut niet als evenwaardig worden beschouwd indien de rechtsorde die aan de grondslag ligt van het instituut, de betrokken partners tevens de mogelijkheid biedt om een huwelijk aan te gaan (zoals dit bijvoorbeeld het geval is met het Nederlands recht dat, voor personen van verschillend en hetzelfde geslacht, zowel het huwelijk als het geregistreerd partnerschap kent). Dit laatste voorbehoud beoogt een gelijkstelling te voorkomen indien de betrokkenen door hun relatiekeuze impliciet te kennen hebben gegeven een gelijkstelling te willen vermijden.

Deze interpretatie geldt slechts voor de toepassing van de bepalingen van dit Wetboek en belet niet dat in andere rechtsdomeinen een ruimere gelijkstelling optreedt en tevens andere categorieën van partners derhalve onder dezelfde regelgeving vallen als gehuwden.

Sur la base de la documentation dont mes services disposent, les partenariats enregistrés - tels qu'ils sont réglementés dans les différents pays scandinaves (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) - pourraient donc en tous les cas être assimilés au mariage. Il en va de même pour le partenariat allemand ('lebenspartnerschaft' - loi du 16 février 2001 modifiée par la loi du 15 décembre 2004) et le 'civil partnership' instauré depuis le 5 décembre 2005 au Royaume-Uni (Angleterre, Pays de Galles, Irlande du Nord et Ecosse).

Par contre, l'assimilation au mariage du modèle hollandais de partenariat enregistré n'est pas possible dans la mesure où le droit des Pays-Bas prévoit tant le mariage que le partenariat enregistré aussi bien pour les personnes de sexe différent que pour les personnes de même sexe et où les modalités de dissolution du partenariat diffèrent de celles du mariage. Le partenariat enregistré, instauré en Suisse depuis le 1^{er} janvier 2007, ne me semble pas non plus pour le moment pouvoir être assimilé. L'institution présente de nombreuses similitudes avec le mariage mais n'y correspond tout de même pas. Ainsi, il existe d'importantes différences au niveau des effets, notamment des effets patrimoniaux, et des conditions de dissolution. On notera cependant que tant le modèle hollandais que le modèle suisse de partenariat enregistré prévoient l'impossibilité de contracter mariage tant que le partenariat n'a pas été dissous.

Enfin, le 'pacte civil de solidarité' (PACS) français, le partenariat luxembourgeois et les différentes formes de vie commune instaurées dans plusieurs provinces espagnoles, qui, comme la cohabitation légale, ne constituent pas un obstacle au mariage, ne peuvent pas non plus être assimilés au mariage.

J'attire encore votre attention sur le fait que cette matière est en plein essor. Toutes informations complémentaires dont mes services disposeraient vous seront dès lors communiquées aussi rapidement que possible. Les officiers de l'état civil sont toutefois invités à prendre en considération les preuves d'une nouvelle réglementation ou d'une réglementation modifiée qui seraient présentées par toute personne concernée. »

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Op grond van de documentatie waarover mijn diensten beschikken, zouden aldus in elk geval de geregistreerde partnerschappen zoals geregeld in de diverse Scandinavische landen, met het huwelijk kunnen worden gelijkgesteld (Denemarken, Finland, IJsland, Noorwegen en Zweden). Hetzelfde geldt voor het Duitse partnerschap ('lebenspartnerschaft'- wet van 16 februari 2001, zoals gewijzigd bij de wet van 15 december 2004) en het 'civil partnership' dat sedert 5 december 2005 werd ingevoerd in het Verenigd Koninkrijk (Engeland, Wales, Noord-Ierland en Schotland).

Het Nederlands geregistreerd partnerschap kan niet worden gelijkgesteld omdat het Nederlands recht voor personen van verschillend en hetzelfde geslacht, zowel het huwelijk als het geregistreerd partnerschap kent en ook de wijze van ontbinding ervan verschilt met deze van het huwelijk. Het geregistreerd partnerschap dat in Zwitserland werd ingevoerd op 1 januari 2007 lijkt mij voorsnog evenmin te kunnen worden gelijkgesteld. Deze instelling vertoont veel gelijkenis met het huwelijk, maar stemt er toch niet mee overeen. Zo zijn er beduidende verschillen wat betreft de gevolgen ervan, inzonderheid de vermogensrechtelijke, en de voorwaarden van ontbinding ervan. Zowel het Nederlandse als het Zwitserse geregistreerd partnerschap houden anderzijds een onmogelijkheid in om te huwen zolang het niet is ontbonden.

Tot slot kunnen het Franse 'pacte civil de solidarité' (PACS), het Luxemburgse partnerschap en de verschillende vormen van samenleving ingevoerd in diverse Spaanse provincies, die zoals de wettelijke samenwoning geen beletsel vormen om te huwen, evenmin met het huwelijk worden gelijkgesteld.

Ik vestig er nog de aandacht op dat deze materie in volle ontwikkeling is. Bijkomende informatie waarover mijn diensten zouden beschikken zullen U dan ook zo spoedig mogelijk worden meegedeeld. De ambtenaren van de burgerlijke stand worden evenwel verzocht om bewijzen van nieuwe of gewijzigde regelgeving in overweging te nemen wanneer die door een belanghebbende worden voorgelegd. »

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2007/09534]

Ordre judiciaire. — Places vacantes Communication importante

Modification de l'article 287 du Code judiciaire, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004 (loi du 3 mai 2003 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire).

Toute candidature à une nomination (voir énumération à l'article 58bis, 1^o, du Code judiciaire) ou à une désignation de chef de corps (voir énumération à l'article 58bis, 2^o, du Code judiciaire) dans la magistrature doit, à peine de déchéance, être accompagnée :

a) de toutes les pièces justificatives concernant les études et l'expérience professionnelle;

b) d'un curriculum vitae rédigé conformément à un formulaire type établi par la Ministre de la Justice sur la proposition du Conseil supérieur de la Justice (voir *Moniteur belge* des 9 janvier 2004, 15 janvier 2004 et 2 février 2004 et voir également www.just.fgov.be - emplois - Introduire votre candidature).

Tous ces documents doivent être communiqués en double exemplaire.

En outre, les candidats sont invités à transmettre une copie de leur requête au chef de corps de la juridiction ou de ministère public où la nomination doit intervenir, sauf pour une nomination en qualité de conseiller ou conseiller suppléant à la cour d'appel ou en qualité de conseiller à la cour du travail pour laquelle une copie de la requête doit être transmise au président de l'assemblée générale de la juridiction où la nomination doit intervenir;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2007/09534]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen Belangrijke mededeling

Wijziging van artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek, in werking getreden op 1 januari 2004 (wet van 3 mei 2003 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek) :

Elke kandidatuur voor een benoeming (zie opsomming in artikel 58bis, 1^o, van het Gerechtelijk Wetboek) of voor een aanwijzing tot korpschef (zie opsomming in artikel 58bis, 2^o, van het Gerechtelijk Wetboek) in de magistratuur dient op straffe van verval, vergezeld te zijn van :

a) alle stavingstukken met betrekking tot de studies en beroepservaring;

b) een curriculum vitae overeenkomstig een door de Minister van Justitie, op voorstel van de Hoge Raad voor de Justitie, bepaald standaardformulier (zie *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 2004, 15 januari 2004 en 2 februari 2004 en zie ook www.just.fgov.be - vacatures - Zich kandidaat stellen).

Al deze stukken moeten in tweevoud worden overgezonden.

Bovendien worden de kandidaten uitgenodigd om een afschrift van hun rekwest over te maken aan de korpschef van het rechtscollege of van het openbaar ministerie bij dat rechtscollege waar de benoeming moet geschieden, behalve voor de benoeming tot raadsheer of plaatsvervangend raadsheer in het hof van beroep of raadsheer in het arbeidshof waarvoor een afschrift van het rekwest moet worden overgemaakt aan de voorzitter van de algemene vergadering van het rechtscollege waar de benoeming moet gebeuren.